



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

DE NOUVELLES PERSPECTIVES DANS LES RELATIONS FRANCO-TURQUES

PAR

DIDIER BILLION
Directeur adjoint de l'IRIS

12 décembre 2012

DE NOUVELLES PERSPECTIVES DANS LES RELATIONS FRANCO-TURQUES

Par Didier Billion / *Directeur adjoint de l'IRIS*

A trois semaines d'intervalle, viennent successivement de se tenir à Istanbul deux importantes réunions entre des personnalités turques et françaises. La première se tenait à l'initiative de l'Institut du Bosphore, organisme de lobbying qui se fixe comme objectif de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux entre la Turquie et la France et à un rapprochement des points de vue. Le second était organisé à l'initiative de deux organismes dédiés à la recherche et aux débats d'idées sur les questions internationales qui ont institué un partenariat depuis plusieurs années : le CREDE (Centre de documentation et d'études européennes) qui fait partie de l'université francophone de Galatasaray d'Istanbul et l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques), l'un des principaux *think tanks* français.

Ces réunions se sont tenues dans un contexte de réelle modification de climat dans les relations entre la France et la Turquie, induite par le changement de majorité politique en France, ce que la quasi-totalité des participants a souligné. Ces relations sont pourtant encore profondément dégradées et on peut craindre qu'il faille déployer de nombreux efforts pour remonter les ressorts qui ont été cassés par cinq années de tensions, d'initiatives maladroites et de postures parfois méprisantes, exprimées par l'ancien président de la République. Certes, nous savons que, dans la vie politique, rien n'est jamais irréversible. Il n'empêche, la nécessaire fluidification des relations bilatérales prendra du temps tant les incompréhensions se sont multipliées, tant l'amertume est vive au sein d'une partie de l'opinion publique turque.

C'est pour ces raisons que nous pouvons nous féliciter du contenu des échanges entre les responsables de premier plan des deux pays. Les présidents François Hollande et Abdullah Gül tout d'abord qui, lors du sommet de l'OTAN réuni à Chicago en mai 2012, sont convenus qu'il était nécessaire d'écrire une nouvelle page des relations bilatérales. Les ministres des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu et Laurent Fabius ensuite qui, au début du mois de

juillet, ont affirmé souhaiter dépasser les difficultés des dernières années. Ces éléments sont autant d'indicateurs positifs que nous sommes entrés dans une nouvelle séquence politique. La question réside toutefois aussi dans les décisions et l'agenda qui doivent être mis en œuvre. Les mois passent en effet et les décisions concrètes tardent à venir. Nous pouvons parfaitement comprendre, d'une part, l'ampleur des défis que doit saisir à bras-le-corps la nouvelle majorité politique française et, d'autre part, l'hypothèque liée à la présidence chypriote grecque de l'UE du deuxième semestre 2012, qui sera levée dans quelques jours. Nous savons certes que l'impatience est souvent mauvaise conseillère, mais le risque existe cependant que le dossier des relations franco-turques soit relégué au second rang des préoccupations. Pourtant, des gestes tangibles sont souhaitables dans les meilleurs délais. D'autant que nous bénéficions d'une fenêtre d'opportunités qu'il ne faut pas dilapider par d'inutiles hésitations. Jusqu'en 2014 nous nous trouvons en effet dans une période sans échéances électorales, lesquelles - nous le savons par expérience - sont souvent période d'instrumentalisation négative et de surenchères contre-productives dans les relations entre la France et la Turquie.

Deux décisions rapides, qui indiqueraient un véritable changement d'orientation, sont possibles.

Il s'agit tout d'abord que la France lève dans les meilleurs délais le veto qui avait été apposé par Nicolas Sarkozy sur cinq des chapitres des pourparlers d'adhésion turco-européens. Non seulement rien n'a jamais justifié sur le fond une telle décision discriminatoire, mais elle contredit, de plus, dans la forme, un fonctionnement raisonnable et raisonné des institutions européennes. On ne peut en effet imaginer que chaque Etat impose ses volontés dans le mépris du point de vue de ses partenaires, ce qui constituerait un paramètre négatif supplémentaire dans la complexe édification européenne.

Il s'agit ensuite que le président François Hollande concrétise la perspective d'une visite d'Etat en Turquie au cours de la première partie de l'année 2013 comme cela a été évoqué. Le plus tôt sera le mieux et c'est d'une véritable visite d'Etat dont il est question. Rappelons que la dernière eut lieu à l'initiative du président Mitterrand il y a plus de vingt ans, en avril 1992, délai qui n'est pas digne des relations séculaires qui existent entre les deux pays. En

outre, il serait le bienvenu que le président Hollande ne se contente pas de quelques heures à la sauvette comme son prédécesseur l'avait si inélegamment fait en février 2011.

Prenant appui sur ces décisions, il s'agira alors de mettre en œuvre des initiatives visant à créer un, ou des, succès commun(s). Chacun comprend assez aisément que le cours de la construction européenne nécessite d'être repensé et modifié. La crise économique qui affecte l'UE, son incapacité à s'affirmer comme un acteur politique écouté impose une nouvelle architecture et de nouveaux projets pour sortir par le haut d'une situation qui nous affaiblit. La nécessaire intégration à part pleine et entière de la Turquie ne se pose toutefois plus dans les mêmes termes qu'au moment où les pourparlers d'adhésion ont débuté.

Il faut désormais réfléchir à une Union susceptible d'être plus réactive, plus efficace et capable de peser positivement sur son environnement géopolitique. Non pas d'une Union à plusieurs vitesses, mais d'une Union au sein de laquelle il ne faudrait pas forcément attendre d'être d'accord à 27 pour prendre une décision importante. Une UE au sein de laquelle des coopérations diversifiées et renforcées pourraient se multiplier sans porter atteinte au projet commun qui unit ses membres, tout en respectant le rythme contrôlé de chacun d'entre eux. Il est d'ailleurs loisible de constater que c'est *de facto* déjà la voie qui a été empiriquement empruntée sur de nombreux dossiers. C'est au sein de cette nouvelle architecture que la Turquie devra prendre toute sa place.

Songeons par exemple, sans prétendre à l'exhaustivité, à la construction d'une politique énergétique intergouvernementale, à la nécessaire refondation d'un partenariat méditerranéen digne de ce nom, à l'édification graduelle d'une Europe de la Défense, à la mise en œuvre d'initiatives de politique extérieure qui rassemblent le maximum d'Etats européens. Qui ne comprend que, dans chacun de ces quelques exemples, la Turquie pourrait non seulement prendre toute sa place mais que chacune de ces initiatives serait en outre un multiplicateur de puissance pour les différentes parties concernées. ■

DE NOUVELLES PERSPECTIVES DANS LES RELATIONS FRANCO-TURQUES

Par Didier Billion / *Directeur adjoint de l'IRIS*

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE / 12 DECEMBRE 2012

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info